



Chers Collègues,

Cette année encore, vous avez été nombreux à venir participer aux Journées Nationales d'Études de l'ANEL qui se tenaient à LA ROCHELLE, du Mercredi 22 Octobre au Vendredi 24 Octobre, sur le thème "Les responsabilités de l'élu du littoral, aujourd'hui".

Jean-François FOUNTAINE, maire et président de la Communauté d'agglomération de LA ROCHELLE avait réitéré l'invitation lancée par son prédécesseur Maxime BONO, et je le remercie très sincèrement pour son accueil chaleureux.

J'associe à ces remerciements notre collègue, président délégué de l'ANEL, Jean-Louis LEONARD, maire de CHATELAILLON-PLAGE, député honoraire, qui a fait visiter à ceux qui ont pu poursuivre leur séjour en Charente-Maritime, le site des BOUCHOLEURS (touché par la tempête Xynthia en février 2010) et les aménagements du front de mer de la commune de Chatellaillon-Plage.

Nous sommes également allés, à l'invitation de Lionel QUILLET, président de la communauté de communes de l'Ile de RE, découvrir le chantier de la digue du BOUTILLON, rehaussée pour prévenir les risques de submersion marine.

Je remercie également de leur présence active les élus présents, venus des communes littorales, des départements et des régions maritimes, de métropole et d'Outre-mer.

Je suis sensible à l'engagement de ceux qui ont fait acte de candidature pour participer au Conseil d'administration de l'ANEL et je leur suis reconnaissant de la confiance qu'ils m'ont renouvelée à la présidence de l'ANEL. Je les assure de poursuivre avec autant de ferveur ce nouveau mandat.

Les Journées Nationales d'Études de La Rochelle furent l'occasion pour les 350 congressistes, dont certains nouveaux élus depuis mars 2014, pour les élus ultramarins venus des Caraïbes et de l'Océan Indien, et pour les acteurs du monde maritime, de réfléchir ensemble aux responsabilités spécifiques qui sont les nôtres pour gérer les littoraux et les espaces maritimes.

Les élus de l'ANEL présents dans les Conseils maritimes de façades et au Bureau du Conseil National de la Mer et des Littoraux, nous ont informés de leurs travaux. Ils ont tous réitéré devant les représentants de l'Etat leur volonté de participer à la concertation indispensable pour définir les différentes stratégies nationales relatives à la mer et aux littoraux.

Les congressistes ont pu également approfondir leurs réflexions dans 4 ateliers thématiques. Chacun a pu apprécier la qualité des intervenants et la vivacité des débats qui s'y sont tenus.

Ces Journées feront l'objet d'Actes mis en ligne dans les prochaines semaines sur le site de l'ANEL.

La résolution générale sera adressée, après accord du nouveau Conseil d'Administration, aux membres du gouvernement et à la presse. Je ne manquerai pas de relayer auprès de vous les réponses qui nous seront faites.

Je vous souhaite à tous, en dépit des intempéries que subissent certains départements, un bel Automne.

Jean-François RAPIN
Président de l'ANEL,
Maire de MERLIMONT
Conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais



VIE DE L'ANEL

Le président Jean-François RAPIN, a rencontré le Lundi 20 Octobre 2014, Alain VIDALIES, Secrétaire d'Etat chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche, auprès de la ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. A cette occasion, le président, accompagné de Charlène MONNIER, chargée de mission de l'ANEL, a présenté au Secrétaire d'Etat les principaux dossiers suivis par notre Association.



Le Secrétaire d'Etat a manifesté son regret de ne pas pouvoir être présent aux Journées Nationales d'Etudes de l'ANEL qui se déroulaient du Mercredi 22 Octobre au Vendredi 24 Octobre à LA ROCHELLE, et a tenu à adresser aux élus un message qui a été diffusé lors de la séance d'ouverture des Journées Nationales, au Forum des PERTUIS, dans le beau cadre du port des Minimes, où nous étions accueillis par la ville de LA ROCHELLE et la communauté d'agglomération.

Nous avons également été sensibles à la participation de l'ancien ministre délégué à la Mer, Frédéric CUVILLIER, venu témoigner de l'importance de l'action de l'ANEL pour défendre et soutenir la cause maritime auprès des pouvoirs publics.



Jean-François RAPIN a été élu président de l'Association des Maires du Pas-de-Calais, le 4 octobre dernier ; il succède à Joël DUQUENOY.
www.nordeclair.fr ; 31 octobre 2014

Michel MOLY, président délégué de l'ANEL, vice-président du Conseil général des Pyrénées Orientales, a été élu président du parc naturel marin du Golfe du Lion. Il succède à Christian BOURQUIN.

ACTUALITES DU LITTORAL

ENVIRONNEMENT et LITTORAL

Communication de Monsieur Alain VIDALIES, Secrétaire d'Etat chargé des transports, de la mer et de la pêche présentée en Conseil des ministres ce 1er octobre 2014

Création d'une délégation à la mer et au littoral au sein du ministère de l'Ecologie

Ce nouveau service créé, coordonne l'action des directions de l'administration centrale du ministère pour la définition et l'évaluation des politiques relatives à la mer et au littoral, partagées entre ces directions. La délégation coordonne l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la stratégie nationale pour la mer et le littoral et assure, le secrétariat général du Conseil National de la Mer et des Littoraux.

[Décret n° 2014-1256 du 28 octobre 2014 portant création d'une délégation à la mer et au littoral au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ; JORF n°0252 du 30 octobre 2014, \[www.legifrance.gouv.fr\]\(http://www.legifrance.gouv.fr\)](#)
[Arrêté du 28 octobre 2014 modifiant l'arrêté du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, JORF n°0252 du 30 octobre 2014, \[www.legifrance.gouv.fr\]\(http://www.legifrance.gouv.fr\)](#)

Plan digues :

Consultation publique sur un projet de décret relatif à l'efficacité et à la sûreté des ouvrages de prévention des inondations et des submersions marines, en particulier des digues, jusqu'au 3 novembre 2014

www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr

Bruno Retailleau tire une "sonnette d'alarme" pour le plan digues

www.lemarin.fr ; 17 septembre 2014



Programmes de surveillance des plans d'action pour le milieu marin

Les "programmes de surveillance des plans d'action pour le milieu marin" sont soumis à la **consultation publique** par le ministère de l'Ecologie, **du 18 août au 17 novembre 2014.**

www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation enfin approuvée

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) vient d'être approuvée par un arrêté interministériel publié au Journal officiel du 15 octobre 2014.

www.envirolex.fr ; 20 octobre 2014

[Arrêté du 7 octobre 2014 relatif à la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation ; JORF n°0239 du 15 octobre 2014 ; \[www.legifrance.gouv.fr\]\(http://www.legifrance.gouv.fr\)](#)

Agence française pour la biodiversité: la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal présente le dispositif

La préfiguration de cette future Agence (AFB), placée sous le haut parrainage d'Hubert REEVES, est confiée Olivier LAROUSSINIE, directeur de l'Agence des Aires marines protégées. Il sera assisté du conseil scientifique de Gilles BŒUF, président du Muséum National d'Histoire Naturelle et d'Annabelle JAEGGER, conseillère régionale de PACA et présidente de l'agence régionale pour l'environnement et l'écodéveloppement. Un groupe de travail Outre-mer animé par Victorin LUREL, député de Guadeloupe, ancien ministre et Serge LETCHIMY, député de Martinique, sera associé à la construction du projet.
www.developpement-durable.gouv.fr ; 30 octobre 2014

Le projet de loi sur la transition énergétique adopté par les députés

L'Assemblée Nationale a adopté ce 14 octobre, avec une forte majorité, le projet de loi relatif à "la transition énergétique pour la croissance verte".

www.localtis.info; 14 octobre 2014

Agences de l'eau: une nouvelle ponction programmée sur leurs budgets

Le budget 2015 semble s'orienter vers une nouvelle cure d'austérité, avec cette fois-ci 175 millions prélevés par an, pendant trois ans, sur le budget des Agences de l'Eau.

www.maire-info.com, 14 octobre 2014

Risques naturels : une circulaire dresse la liste des actions prioritaires

La France entend améliorer l'efficacité et la lisibilité de sa politique de prévention des risques naturels. Une instruction en ce sens vient d'être publiée par le ministère de l'Ecologie.

www.envirolex.fr ; 2 octobre 2014

[Instruction du Gouvernement du 22 septembre 2014 relative aux thèmes prioritaires d'actions nationales en matière de risques naturels et hydrauliques pour 2014-2015](#)

Procès "Xynthia" : le jugement doit être rendu le 12 décembre 2014

Les anciens élus de la Faute-sur-Mer (en Vendée) sont menacés de lourdes peines, au terme de cinq semaines d'un procès qui s'est tenu aux Sables d'Olonne, et qui a plutôt donné satisfaction aux proches des 29 victimes.

www.sudouest.fr ; 17 octobre 2014

Erosion littorale : les maires du Var échangent leurs expériences

74 participants étaient présents pour participer à l'atelier de l'EUCC France organisé dans le Var sur le thème de l'érosion des côtes rocheuses et sableuses ainsi qu'à la recomposition spatiale des territoires soumis à l'érosion.

www.maire-info.com ; 16 octobre 2014

Le compte rendu des journées est disponible sur [le site de l'EUCC France](#)

Le territoire du Golfe du Morbihan vient d'être classé en Parc naturel régional

Ségolène ROYAL, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et Pierrick MASSIOT, président du Conseil régional de Bretagne, ont signé le mardi 30 septembre le décret de création du parc naturel régional (PNR) du golfe du Morbihan.

www.golfe-morbihan.fr ; 30 septembre 2014

Une alliance inédite entre le Conservatoire du littoral et un établissement public foncier

En Bretagne, le Conservatoire du littoral a signé le 19 septembre une convention avec l'Établissement public foncier (EPF) de la région. Une première en France.

www.localtis.info/ ; 23 septembre 2014

OUTRE MER

ANTILLES : les sargasses envahissent le littoral : le Conseil général de MARTINIQUE réclame l'état de catastrophe naturelle

Depuis la mi-juin, Martinique et Guadeloupe font face à une invasion de sargasses. Les algues gênent en mer comme à terre. Le 19 septembre, Serge LETCHIMY, président de la région Martinique, a annoncé le déblocage de 350 000 euros pour aider les communes touchées à ramasser les algues et à les transporter vers un centre de traitement.

www.lemarin.fr ; 22 septembre 2014

Les élus du Conseil général de Martinique ont adopté à l'unanimité une motion "exigeant la déclaration de catastrophe naturelle pour l'ensemble du département" en raison d'une invasion d'algues sargasses*, un phénomène naturel devenu exceptionnel par son ampleur, conséquence de dérèglements courantologiques anormaux selon des spécialistes.

www.localtis.info ; 10 octobre 2014

OCEAN INDIEN : le Système d'alerte aux tsunamis est opérationnel

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé que le Système d'alerte aux tsunamis mis en place dans l'océan Indien est opérationnel, suite à un exercice de simulation conduit par 24 pays riverains de l'océan Indien les 9 et 10 septembre.

www.catnat.net ; 15 septembre 2014

Transition énergétique: donner aux Outre-mer les moyens de la réaliser

Un rapport d'information sur l'adaptation du droit de l'énergie aux Outre-mer, présenté ce mercredi 19 septembre à la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la transition énergétique, propose d'enrichir les dispositions prévues dans le projet de loi sur la transition énergétique.

www.actu-environnement.com ; 17 septembre 2014



MAYOTTE : vers une qualité garantie des eaux de baignade

Depuis que Mayotte est devenue Région européenne ultrapériphérique, le 1er janvier 2014, une pluie de normes s'est abattue sur l'île, et la plupart demande un échéancier, notamment pour l'application de la Directive européenne sur les eaux de baignade.

lejournaldemayotte.com ; 16 septembre 2014

GADELOUPE : Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique

La conférence Guadeloupe 2014 était consacrée à la biodiversité et au changement climatique, autour de 5 grandes thématiques : améliorer la résilience, stopper la perte de biodiversité, favoriser l'économie verte et bleue, améliorer la connaissance, mobiliser de nouvelles sources de financements.

www.developpement-durable.gouv.fr ; 23 octobre 2014

JURIDIQUE

La loi sur les plans de prévention des risques naturels jugée conforme à la Constitution

Le Conseil constitutionnel a été saisi par le Conseil d'État d'une question prioritaire de constitutionnalité posée par la commune de TARASCON relative à la conformité de l'article L. 562-2 du code de l'environnement qui dispose qu'en cas d'urgence le préfet peut décider de rendre immédiatement opposables certaines des dispositions d'un projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles. Le Conseil constitutionnel a jugé ces dispositions conformes à la Constitution.

www.conseil-constitutionnel.fr ; Décision n° 2014-411 QPC du 9 septembre 2014

Arrêté du 19 septembre 2014 portant nomination au Comité national de l'eau

JORF n°0253 du 31 octobre 2014 ; www.legifrance.gouv.fr

PORTS TRANSPORTS PLAISANCE

Le sauvetage en mer menacé par la réforme territoriale ?

La SNSM (Société nationale des sauveteurs en mer) alerte le gouvernement sur la suppression de la clause générale de compétence pour les régions et les départements, prévue par la réforme territoriale. Si ces deux échelons de collectivités ne peuvent plus intervenir financièrement que dans les domaines qui leur sont fixés par la loi, ils ne pourront plus, comme ils le faisaient jusqu'alors, subventionner le sauvetage en mer.

www.maire-info.com ; 31 octobre 2014



PECHE

Fonds européens pour la pêche et les cultures marines : ce que toucheront les Régions

L'État et les régions sont parvenus à un accord le 28 octobre pour répartir le Feamp (fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche). A chaque région, maintenant, de bâtir sa politique en matière de pêche et de cultures marines.

www.lemarin.fr ; 30 octobre 2014

Les plaisanciers ne pourront plus pêcher des espèces interdites aux professionnels

Un arrêté, paru au Journal officiel du 9 septembre, vient de mettre fin à une faille juridique et stipule que « la pêche de loisir des espèces dont la pêche professionnelle est soumise à Tac zéro est interdite ».

Arrêté du 27 août 2014 réglementant la pêche de loisir des espèces dont la pêche professionnelle est soumise à TAC et quotas ; JORF n°0208 du 9 septembre 2014, www.legifrance.gouv.fr

Pêche : la Commission européenne propose une baisse des quotas d'espèces profondes

La Commission européenne propose une réduction des possibilités de pêche en eau profonde pour 2015 et 2016 « afin de protéger les espèces vulnérables », notamment le sabre noir et le grenadier.

europa.eu ; 3 octobre 2014

TOURISME ET CULTURE

Le gouvernement décide de remettre au budget de 2015 une augmentation du plafond de la taxe de séjour

Le budget 2015 de la France est très largement en dehors des règles fixées par les traités européens.

Pour prouver à l'Europe sa bonne volonté, le gouvernement a décidé, entre autres mesures, de remettre au budget de 2015 une augmentation du plafond de la taxe de séjour.

www.maire-info.com ; 28 octobre 2014

Laurent Fabius annonce des hausses "raisonnables" de la taxe de séjour

Le ministre des Affaires étrangères, également en charge du Tourisme, Laurent Fabius, a annoncé les nouveaux barèmes de la taxe de séjour qui toucheront en France les hôtels, mais aussi les échanges d'appartement, comme le souhaitent les professionnels du secteur. L'ANEL a été associée, avec les autres associations d'élus et les professionnels du tourisme, aux réunions de concertation.

www.localtis.info ; 31 octobre 2014



Taxe
de séjour

Vigilance accrue pour les campings situés en zone de submersion rapide

Une instruction gouvernementale, mise en ligne ce 16 Octobre, rappelle la réglementation relative aux terrains de camping et de caravanage situés en zone à risque.

www.localtis.info ; 17 octobre 2014

Instruction du Gouvernement du 6 Octobre 2014 relative à l'application de la réglementation spécifique aux terrains de camping et de caravanage situés dans les zones de submersion rapide ; circulaire.legifrance.gouv.fr



A VOIR EXPOSITIONS

De l'amphore au conteneur, 2000 ans de commerce maritime

L'extraordinaire aventure de la marine de commerce en France, ses enjeux économiques, sa richesse historique et son actualité.

L'occasion de voir et de revoir les collections magnifiques de ce musée situé place du Trocadéro, à PARIS.

Exposition du **15 Octobre 2014 au 28 Juin 2015**, au **Musée National de la Marine**.

A LIRE

Comprendre pour agir : la compétence "Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)"

L'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema) vient de publier un nouveau "Comprendre pour agir", centré sur la compétence "Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)"

www.onema.fr ; 19 septembre 2014



Économie maritime en Bretagne : changeons de regard, Etude du CESER de Bretagne

Dans ce nouveau rapport le CESER attire l'attention des décideurs et du plus grand nombre sur l'intérêt stratégique collectif de mieux connaître le poids réel de l'économie maritime et sa capacité d'entraînement du développement économique et social régional.

www.bretagne.fr; 14 octobre 2014

Le sentiment d'exposition aux risques environnementaux

Les Français semblent moins inquiets en 2013 qu'ils ne l'étaient en 2007. S'ils expriment une forte préoccupation à l'égard des risques induits par la pollution atmosphérique, une grande majorité des personnes exposées à des risques industriels ou d'inondation ignorent ou minimisent ces problèmes.

Commissariat général au développement durable

Chiffres et statistiques - Numéro 567 - Octobre 2014

www.developpement-durable.gouv.fr



La loi Littoral

Un ouvrage de M Loïc Prieur

juillet 2014 Territorial Editions

Le livre papier, (format A4, 112p.), 59 € ; www.territorial.fr

Hébergement marchand en 2012 et évolution depuis 1999 pour les communes littorales métropolitaines

Fiche de l'Observatoire national de la mer et du littoral, 14 octobre 2014, Publiée le 16 octobre 2014

www.onml.fr

AGENDA

Pour consulter l'intégralité de l'agenda, rendez-vous sur le [site de l'ANEL](http://site.de.l'ANEL).